Le Conseil,

Vu le rapport du 23 avril 1996, par lequel monsieur le président :

A. Expose ce qui suit :

Le décret du 8 mars 1995 relatif aux commissions de sécurité et d'accessibilité des établissements recevant du public (ERP) a engagé une réforme qui fait actuellement l'objet de décisions d'application au niveau départemental.

Ainsi, l'arrêté préfectoral du 29 décembre 1995 prévoit que cette commission donnera désormais son avis sur les ERP des 2° et 5° catégories, après instruction des dossiers par le directeur départemental des services d'incendie et de secours ou son représentant qualifié.

Dans la mesure où la communauté urbaine de Lyon n'assumerait pas cette mission, la direction départementale des services d'incendie et de secours effectuerait les recrutements nécessaires à leur réalisation et en répercuterait le coût sur la cotisation que la Communauté verse au Service départemental d'incendie et secours.

La solution la plus avantageuse en terme d'efficacité, de coût et qui permettrait de privilégier un lien entre les aspects prévention et intervention, consisterait à créer, au sein de la direction incendie et secours, un poste de lieutenant, instructeur et un poste de technicien territorial, instructeur. Celui-ci pourrait en outre :

- participer à la formation du personnel, sapeur-pompier ou non, en matière de prévention,
- développer la prise en compte, par les autorités publiques et les professionnels concernés, des dispositions de prévention ou de prévision,
- suivre les actions de prévention réalisées par les officiers des unités décentralisées et leur apporter un appui technique.

De plus, un poste de lieutenant s'avère nécessaire pour l'encadrement des stages organisés par l'école interrégionale des sapeurs-pompiers.

Enfin, le prochain centre d'intervention Pierre Scize justifie, d'ores et déjà, la création d'un poste supplémentaire de lieutenant, chef de centre, compte tenu du délai de formation nécessaire.

Par ailleurs, monsieur le directeur de la propriété sollicite la création d'un deuxième poste de technicien territorial pour renforcer l'encadrement de la subdivision PEX 3 et participer aux missions d'animateur sécurité dévolues aux adjoints du chef de subdivision.

Pour mémoire, la subdivision PEX 3 comprend 253 agents et gère en régie la totalité des circuits de collecte. Les autres subdivisions, de taille équivalente, 247 agents à PEX 1, 304 à PEX 2, 255 à PEX 7 fonctionnent déjà avec deux techniciens territoriaux ;

B - Propose de délibérer en conséquence ;

C - Précise que cette délibération prendra effet du premier jour du mois suivant sa date de dépôt en préfecture ;

Vu le présent dossier ;

Vu le décret relatif aux commissions de sécurité et d'accessibilité des établissements recevant du public en date du 8 mars 1995 ;

Vu l'arrêté de monsieur le préfet du Rhône en date du 29 décembre 1995 ;

Ouï l'avis de sa commission ressources humaines, incendie et secours ;

DELIBERE

1° - Procède aux créations d'emplois suivantes :

- direction incendie et secours :

* trois postes de lieutenant (n° 96-541272, 96-541273 et 96-541274) - échelle indiciaire brute 322-558,

* un poste de technicien territorial (n° 96-541275) - échelle indiciaire brute 298-544,

- direction de la propreté :

* un poste de technicien territorial, adjoint au chef de la subdivision PEX 3 (n° 96-531930) - échelle indiciaire brute 298-544.

2° - La dépense annuelle en résultant, de l'ordre de 1 000 000 F, sera imputée au budget principal de la communauté urbaine de Lyon - sous-chapitre 931-1 - article 610-1.

Cette délibération prendra effet du premier jour du mois suivant sa date de dépôt en préfecture.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,